

# *Pour un mouvement citoyen mondial*

## **Introduction**

Nous sommes un Forum *pour* transformer la gouvernance mondiale, du local au global. Nous pensons qu'il est temps de contribuer à la consolidation d'un *Mouvement citoyen mondial* qui tend, d'une part, à l'institutionnalisation d'une gouvernance mondiale démocratique et, d'autre part, à la transition vers un monde plus durable et plus solidaire : le monde de l'après fossile et nucléaire pour certains, le monde de l'après-spéculation ou de l'après-capitalisme pour d'autres.

Il est commun d'affirmer aujourd'hui que la gouvernance mondiale est en crise. Les citoyens se rendent bien compte que les tensions, les conflits et les guerres persistent. Les institutions locales, nationales, supranationales et globales sont impuissantes en face de questions dont l'échelle et la complexité les dépassent. Dans diverses régions du monde, leur rôle se limite bien souvent à amortir la détérioration prévisible des conditions de vie des populations.

Les guerres et les conflits actuels ont des causes multiples : inégalités économiques, conflits sociaux, sectarismes religieux, disputes territoriales, contrôle des ressources fondamentales telles que l'eau et la terre. Dans tous les cas, elles illustrent une profonde crise de la manière dont le monde est (ou n'est pas assez) gouverné : c'est ce que nous appelons la crise de la gouvernance mondiale.

Après l'échec des conférences COP-15 de Copenhague et de Rio+20, nous constatons que le système de gouvernance mondiale actuel a failli. Le multilatéralisme est bloqué. Les instances de gouvernances mondiales, tels que le G7, le G8 ou le G20 ne sont pas légitimes, encore moins démocratiques. La mondialisation a produit un monde dont tous les territoires sont interconnectés, dont toutes les sociétés, les cultures, les économies et les pouvoirs sont interconnectés. Les enjeux écologiques, économiques, politiques et sociaux contemporains les plus cruciaux concernent l'Humanité toute entière et sont tangibles sur l'ensemble de son territoire.

Pour répondre à ces défis planétaires, nous pensons qu'il est urgent de jeter les bases de nouvelles institutions, adaptées aux différentes échelles de pouvoir, et articulées entre elles du niveau le plus local au niveau le plus global. C'est ainsi que nous concevons la *nouvelle* gouvernance mondiale que nous cherchons à contribuer à construire : l'institutionnalisation des communautés plurielles, depuis l'échelle du voisinage jusqu'à l'échelle de la planète, comme une condition indispensable pour bâtir un nouveau système de gouvernance légitime, responsable et solidaire. La diversité culturelle, en effet, est un fondement essentiel de la richesse de la communauté mondiale.

Bien sûr, il y a des avancées ponctuelles. Ici et là, nous pouvons identifier des changements de paradigme et des innovations économiques, sociales, technologiques, culturelles, surtout au niveau local. Mais force est de constater qu'elles n'arrivent pas à inverser la tendance généralisée d'une aggravation des conflits et d'une détérioration parfois irréversible de la relation humanité-biosphère.

C'est pourquoi nous aspirons à une *nouvelle* gouvernance mondiale. Nous devons inventer une gouvernance démocratique du monde et imaginer une force sociale capable de la promouvoir.

Afin de contribuer à organiser ce mouvement social planétaire, nous proposons d'élaborer collectivement:

- ♣ Une *lecture conceptuelle du système mondial* contemporain, des enjeux sociaux et politiques centraux, ainsi que *des forces sociales susceptibles de porter le projet d'une gouvernance mondiale* démocratique, durable et solidaire.
- ♣ Une *stratégie* pour permettre l'organisation de ces forces sociales en un *mouvement social et politique mondial*, que nous avons appelé le *Mouvement Citoyen Mondial*.
- ♣ La mise à disposition de notre *Forum* peut contribuer à ouvrir le débat sur la *stratégie*, ainsi que pour coordonner les actions tactiques sur le court et moyen termes. Un Forum, en effet, permet d'énoncer et de confronter des idées de manière souple et non contraignante. Il permet l'expression de la diversité et décourage les positionnements dogmatiques.

## **Modernité et démocratie**

Depuis près de deux siècles et demi, le monde est entré dans une autre phase de son histoire : les révolutions de 1776 et 1789 jettent toutes les deux les bases d'une refondation de la citoyenneté démocratique, tout à la fois par le rejet de l'ordre ancien et par la construction d'un ordre nouveau fondé sur l'individu, sur

l'égalité des citoyens entre eux, sur la liberté et le bonheur individuel et collectif. D'une certaine façon, dans une conception moderne de l'histoire, cette libération est toujours celle qui conditionne notre histoire. Les institutions démocratiques - levier politique de cette libération - peuvent être considérées comme l'espace permettant la dialectique de l'émancipation qui s'opère dans le face à face entre l'État, d'une part, et le mouvement social d'autre part.

L'État-nation (le concept est sujet à débat, nous utilisons ce terme dans son sens générique par souci pratique), repose sur l'idée de citoyenneté qui fait potentiellement de tout individu un citoyen doté de droits inaliénables, dont l'État se porte théoriquement le garant, et fait potentiellement de la nation l'expression de la plus haute identité et subjectivité collective sur le territoire de l'État national. Durant cette première étape de la modernité, les États-nations sont considérés comme des entités égales dans le système international des États nationaux.

Aujourd'hui la conception *inter*-nationale du système politique mondial ne répond pas aux défis qui surgissent dans l'espace *trans*-national généré par les vagues successives de mondialisation (malgré les tentatives d'organisation de cet espace par la Société des Nations puis par l'ONU). Dans cet espace transnational, l'état de droit est au mieux informel, au pire, réduit à la loi du plus fort. Or, c'est bien la gouvernance de cet espace transnational, insuffisamment institutionnalisé (et qui, avec l'avènement de la mondialisation, les menaces galopantes à l'environnement et le défi de gérer collectivement les biens communs de l'Humanité, prend désormais une importance stratégique considérable) qui devient, *de facto*, l'enjeu collectif de l'histoire mondiale. En d'autres termes, l'espace

mondial contemporain est à la fois le lieu des principaux dysfonctionnements du système et le prochain territoire de l'institutionnalisation de la démocratie.

Mais les conséquences de l'industrialisation (notamment sur l'environnement et sur la santé), de la mondialisation et de l'interdépendance économique produisent un autre effet sur le monopole du pouvoir et de l'influence dont jouissait il y a peu de temps encore l'État-nation : elles rehaussent l'importance de l'activité locale et la nécessité d'une institutionnalisation (ou d'une gouvernance) supra-nationale. Ajoutons que l'interactivité croissante de ces trois niveaux de gouvernance (local, national, global, auxquels on pourrait ajouter aussi le niveau régional, voire régional infra-étatique et supra-étatique, continental et sous-continental) crée des situations inédites où le deuxième niveau de gouvernance, celui de l'État national, peut se retrouver parfois suffisamment marginalisé pour qu'il se retrouve dans l'incapacité de répondre à sa double fonction de garant des droits individuels (État de droit) et de « pilote » de la société (nation). Sans que ces transformations ne signifient nécessairement l'étiollement, trop rapidement annoncé, de l'État et de l'État-nation, elles modifient considérablement la nature de l'espace politique et réclament en conséquence des institutions et des mécanismes mieux adaptés à ces changements profonds. La dynamique propre à l'État-nation, dans son rôle de pilote de la modernisation est ainsi entravée.

### **La dynamique du changement et le mouvement social**

Qu'en est-il ainsi de la dynamique propre au mouvement social, notamment dans son face à face avec les institutions politiques qui peinent à répondre à leur

fonction ?

L'histoire montre que les changements et les mutations sociales naissent de la dynamique propre du mouvement social. On en voit l'illustration historique avec les lames de fond chrétienne et bouddhiste qui chamboulèrent respectivement l'ordre impérial romain et maurya ; la Réforme qui transforma l'Europe et la fit sortir du Moyen Âge ; ou bien les mouvements révolutionnaires et ouvriers, et des mouvements anti-colonialistes et anti-impérialistes des 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles qui bouleversèrent le système politique du monde. Les changements et les mutations ont leurs racines dans les dynamiques propres à la société civile, plus précisément dans les organisations politiques et sociales, dans les idées novatrices avancées par des intellectuels influents, dans l'élan suscité par quelques leaders culturels, sociaux ou politiques exceptionnels, dans des innovations technologiques qui se répandent massivement.

La caractéristique principale de cette dynamique propre à la société civile est que les organisations qui y sont à l'œuvre, de manière concurrente, complémentaire et parfois antagoniste, s'articulent autour d'un projet de changement social qui dépasse le caractère mobilisateur de chacune de ces organisations : cette dynamique holiste, c'est le mouvement social, tel que nous le définissons ici.

Il est important de bien distinguer, sur le plan théorique, le *mouvement* (qui est virtuel) des *organisations de la société civile* (syndicats, ONG, Églises, mouvements de bases, etc.) qui s'inscrivent dans le mouvement. Cette distinction théorique a d'importantes conséquences stratégiques. Si l'on accepte cette distinction, le mouvement doit être compris comme une force *en puissance, une*

*dynamique immatérielle à l'œuvre au sein de la société pour faire advenir une société mondiale démocratique, durable et solidaire, soit autre chose que la somme des parties qui le composent.*

La majorité des théoriciens et des activistes contemporains ne font pas cette distinction. Pour eux le mouvement (dans sa définition la plus large) n'est que la somme des organisations qui le composent. Il n'a pas d'existence propre (même virtuelle et potentielle). Le mouvement devient alors une sorte de *coalition*, de *coordination* en ordre de bataille. Ce qui a deux conséquences importantes sur le plan stratégique : premièrement, le mouvement devient lui-même une organisation de la société civile, et même s'il continue à s'appeler « mouvement », il perd sa dynamique interne qui est par définition conflictuelle. La seconde, c'est que cette faïtière du mouvement ne peut fonctionner que de manière hiérarchisée et, au fil du temps, les tendances bureaucratiques vont de pair avec une tentation croissante de se poser en avant garde.

En prolongement de cette définition et des perspectives qu'elle soulève, nous admettrons que le type de mouvement social change à chaque époque de l'histoire. Par exemple, à la suite des Lumières, naissent les "mouvements démocratiques nationalitaires" (visant à la création de l'État de droit/État-nation). Le terme "démocratique" représentant ici l'idéal d'une personne/une voix, et le terme "national" ou de "populaire" (Nation ou le peuple) véhiculant l'idée qu'il peut exister l'expression d'une volonté collective pour établir dans quelle direction l'État doit conduire la société. L'État est donc à la fois l'institution des institutions (dont il garantit la légitimité par le droit) et agit comme « pilote » de la société. Le mouvement social s'oppose à lui en miroir quant à la direction que doit

prendre la société. L'identité du mouvement social s'exprime dans la contestation de l'ordre institutionnel en vertu de l'approfondissement, de l'extension et de l'universalisation de ces trois principes fondateurs que sont la liberté, l'égalité et la solidarité.

Le mouvement social exprime ainsi le désir (quand il reste virtuel) ou la volonté (quand il s'actualise en devenant « politique ») d'approfondir le processus de libération individuel et collectif. Il se réalise non seulement en s'émancipant des aliénations générées par le système social, mais également en revendiquant d'être, individuellement et collectivement, sujet de sa propre histoire.

Le "progressisme" dans ce sens est vouloir, à la fois, plus de liberté, plus d'égalité et plus de solidarité. Dans la poursuite de cette quête, face aux institutions, la société accomplit parfois des sauts de complexité. C'est ce qui se produit à la fin du XXe siècle, et que l'on dénomme « seconde modernité ». Cette seconde modernité se caractérise par davantage de "mondialité" (dans le sens d'une plus grande interactivité sur le plan planétaire) et de "citoyenneté" (dans le sens où l'espace public est ouvert aux débats, où les individus et les groupes veulent participer encore plus à l'élaboration, à la mise en œuvre et au contrôle des politiques publiques et où les droits s'universalisent aux femmes, aux enfants, aux générations futures, etc.).

Deux grands types de mouvements sociaux ont existé dans la modernité : le mouvement démocratique « nationalitaire » (qui peut englober les mouvements anti-coloniaux d'indépendance et les mouvements anti-impérialistes de libération nationale) et le mouvement ouvrier socialiste (on peut inclure dans le mouvement



ouvrier différents types de syndicats et de partis politiques ou des coopératives). Par définition ces types de mouvements sont "génériques". Mais ils sont, sur le temps conjoncturel, extrêmement diversifiés en leur sein et très différents d'un contexte institutionnel à l'autre ou d'une époque à l'autre.

## **Le processus de démocratisation aujourd'hui**

Définir le mouvement politique actuel, qui correspond à la « seconde modernité », comme "mouvement *démocratique* cosmopolitaire", nous oblige à définir précisément - pour autant qu'on puisse être précis - ce qu'on entend par démocratie. Sur ce point, trois remarques s'imposent.

La démocratie peut être comprise comme l'expression de la volonté d'une collectivité pour affirmer qu'il n'existe pas d'instituants « méta-sociaux » : Dieu, la Raison, le Progrès, la Fatalité, s'ils existent, n'influent pas sur le destin des humains, mais ce sont les humains eux-mêmes qui hiérarchisent collectivement leurs valeurs, leur manière de produire et leur manière de se gouverner et de se répartir les richesses. La démocratie moderne "institutionnalise" l'idée que c'est la collectivité (le Peuple, la Nation) qui est aux commandes. Dans ce sens, la démocratie est l'expression, à la fois de valeurs partagées, de rapports de forces sociaux (de domination, d'exploitation, d'hégémonie culturelle/sur les valeurs) et d'un agencement de procédures institutionnelles. Par ailleurs, nous devons prendre en considération l'importance de l'historicité : c'est-à-dire le fait que ces valeurs, ces rapports de forces et ces agencements institutionnels, peuvent être très différents d'une culture à l'autre et d'une époque à l'autre. Depuis deux

siècles, l'agencement des valeurs, et notamment la place prise par l'"éthique" parallèlement à la morale, la gestion davantage contractuelle des rapports de force et l'arrivée de la *démocratie participative* comme troisième fondement institutionnel de la pratique démocratique (aux côtés de la « représentation » et du « vote direct »), ont transformé complètement l'idée même de démocratie. S'il est donc important d'en revenir aux textes philosophiques fondateurs pour ne pas perdre le "fil de la modernité" et son « progressisme » démocratique, il est tout aussi essentiel de repenser et de refonder aujourd'hui la démocratie en tenant compte des conditions actuelles dans lesquelles elle se déploie, c'est-à-dire globalement dans le système mondial moderne, et localement au plus près des individus et des collectivités.

### **Contribuer à la consolidation d'un mouvement citoyen mondial**

Comme nous le disions en introduction, nous pensons qu'il est temps de contribuer à la consolidation d'un *Mouvement citoyen mondial*. Ce mouvement est *double* : il s'agit, d'une part, d'un mouvement démocratique « cosmopolitaire » (le terme peut paraître quelque peu rébarbatif au départ mais il définit bien l'essence d'un tel mouvement qui n'est pas « international » ni même transnational, mais qui vise à l'institutionnalisation démocratique au niveau le plus global), et d'autre part, d'un mouvement pour une société mondiale plus durable et plus solidaire.

Le dernier grand mouvement social historique, le mouvement ouvrier, avait les potentialités d'un mouvement à la fois de transformation sociale (dans la mesure où il comportait des idées porteuses d'un changement social au niveau mondial) et

cosmopolitaire parce qu'il défendait l'idée d'une organisation politique planétaire (l'Internationale). Mais dans les faits, il fut foncièrement un mouvement de caractère *nationalitaire*. La prospective de Marx et Engels, puis de Lénine et Trotski, qui tablaient sur l'organisation, dans des Internationales, des partis socialistes et communistes nationaux, pour établir *de facto*, après une prise de pouvoir dans les États nationaux, une démocratie populaire à l'échelle mondiale ne s'est pas avérée. La stratégie d'établir le socialisme pays par pays, soutenue aussi bien par les sociaux-démocrates que les émules de Staline et de Mao, s'est également avérée être un échec sur le plan global, même si, sur le plan national, elle a permis çà et là des avancées sur les plans de l'élargissement des droits, de la démocratisation ou du recul sectoriel de l'aliénation systémique. Elle a certainement contribué à la mise en place de systèmes politiques autoritaires et totalitaires qui mirent un frein dramatique au processus progressiste de démocratisation social et politique.

### **Conditions de consolidation d'un mouvement citoyen mondial**

Faute d'antécédents historiques susceptibles de servir de feuille de route, la question centrale se pose de la façon suivante : comment contribuer à consolider un tel mouvement ? Et, d'abord, comment favoriser les conditions pour qu'un tel mouvement puisse émerger, et notamment émerger à sa propre conscience ? Comment, aussi, participer à sa structuration ?

Si notre conception d'un tel mouvement politique et social reste encore à préciser à ce stade, quelques propositions pourraient déjà être avancées dans l'objectif

d'envisager sa consolidation avec une certaine dose d'optimisme. Ne serait-ce que parce que les moyens de communications qui révolutionnent quotidiennement notre monde sont autant d'outils permettant à des millions d'individus de se mobiliser de par le monde et de manière quasi-immédiate.

Certes, il y a cinq siècles, Luther pouvait déjà mobiliser des masses dans des espaces de temps très courts. Mais cette mobilisation, formidable pour l'époque, intervenait sur un territoire géographique et culturel qui restait malgré tout relativement limité. Aujourd'hui, une telle mobilisation n'est limitée que par l'espace planétaire, la langue n'étant elle-même plus un facteur limitant (quoiqu'une gouvernance mondiale respectant un principe de diversité doive être conceptuellement fondée sur le dialogue inter-culturel et inter-linguistique). Au-delà des moyens techniques, nos connaissances croissantes en matière d'organisation et de mobilisation permettent désormais de comprendre les tenants et les aboutissants des grandes campagnes mobilisatrices.

Mais surtout, de Rio-92 à Rio 2012, l'émergence d'une conscience collective mondiale offre une occasion de se mobiliser autour d'un projet commun : *l'élaboration d'un système de gouvernance mondiale permettant au collectif planétaire qu'est l'Humanité de gérer les problèmes de la planète*. La création d'un tel système de gouvernance est vitale et, si l'on veut qu'il soit démocratique, seul un *mouvement citoyen mondial* est aujourd'hui en mesure de le faire advenir. L'aboutissement logique d'un tel système de gouvernance mondiale et son institutionnalisation, quelle que soit la forme que cette institutionnalisation pourrait revêtir, reposera logiquement en partie sur des mécanismes étatiques classiques et sur le concept de l'État hérités de la première modernité, mais ces concepts et mécanismes seront certainement réactualisés, dans un système

politique mondial de la seconde modernité (la modernité–monde ou *moNderité*). En effet, si les institutions étatiques seront partie prenante de cette entreprise mondiale d’institutionnalisation politique, seule la dialectique avec un mouvement social mondial pourra générer l’énergie nécessaire pour les faire évoluer vers un système institutionnel (étatique) fondé sur l’articulation des souverainetés, du local au global, c’est-à-dire selon notre définition, vers un système dont la *gouvernance* démocratique soit vraiment *mondiale*.

Alors que les problèmes globaux s’accumulent sans qu’aucune solution ne semble émerger, nous ne pouvons plus nous contenter d’attendre que les G7, G8, les G20, que l’ONU ou que les grandes conférences multilatérales sur l’avenir de la planète n’apportent de solutions miraculeuses. Aujourd’hui, il est de notre responsabilité historique de réagir et de nous mobiliser, en contribuant à élargir et à articuler entre elles les mobilisations locales ou sectorielles qui s’inscrivent dans ce mouvement progressiste de la seconde modernité que nous appelons le mouvement citoyen mondial. Nous devons intensifier les mobilisations non pas seulement pour critiquer et lutter contre les institutions en place, mais également et surtout pour assumer nos responsabilités et notre humanité, en prenant part à l’écriture du destin collectif de l’Humanité.